

1995, chapitre 16
LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL

Projet de loi 64

Présenté par Madame Louise Harel, ministre de l'Emploi

Présenté le 15 mars 1995

Principe adopté le 23 mars 1995

Adopté le 23 mars 1995

Sanctionné le 29 mars 1995

Entrée en vigueur : le 29 mars 1995

Loi modifiée :

Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)





CHAPITRE 16

Loi modifiant la Loi sur les normes du travail

[Sanctionnée le 29 mars 1995]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. N-1.1,
a. 60, mod.

1. L'article 60 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 2°, de « ou, le dimanche de Pâques pour les salariés travaillant dans un établissement commercial, habituellement ouvert le dimanche, dans lequel le public ne peut être admis ce dimanche en vertu du paragraphe 3° de l'article 3 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux (L.R.Q., chapitre H-2.1) ».

c. N-1.1,
a. 71, mod.

2. L'article 71 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Congé
fractionné

« **71.** Le congé annuel peut être fractionné en deux périodes si le salarié en fait la demande. Cependant, l'employeur peut refuser cette demande s'il ferme son établissement pour une période égale ou supérieure à celle du congé annuel du salarié. »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Durée
minimale

« Malgré l'article 69, pour l'employeur qui, avant le 29 mars 1995, fermait son établissement pour la période de congés annuels, le congé annuel d'un salarié visé à cet article peut être fractionné par l'employeur en deux périodes, dont l'une est celle de cette période de fermeture. L'une de ces périodes doit toutefois être d'une durée minimale de deux semaines continues. »;

3° par la suppression de l'avant-dernier alinéa.

c. N-1.1,
a. 71.1, aj.

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 71, du suivant :

Prévision
à la
convention

« **71.1** Malgré les articles 68, 69 et 71, une disposition particulière d'une convention collective ou d'un décret peut prévoir le fractionnement du congé annuel en deux périodes ou plus ou l'interdire. ».

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 29 mars 1995.